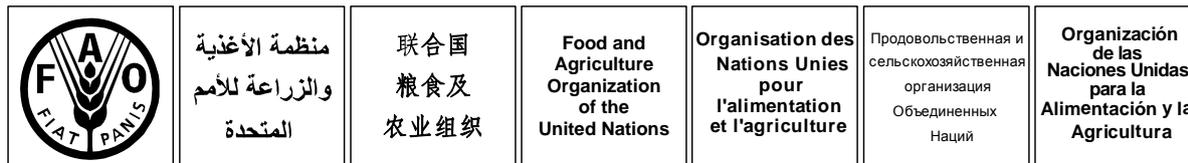


Décembre 2013



Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Trente-troisième session

Santiago (Chili), 6-9 mai 2014

**Deuxième Conférence internationale conjointe FAO/OMS sur la nutrition
(CIN-2)**

Table des matières

- I. Contexte
- II. Pourquoi la CIN-2
- III. Objectifs
- IV. Processus
- V. Préparation de la Conférence
- VI. Participants
- VII. Calendrier
- VIII. Budget

Résumé

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN-2), organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), illustre l'approche mondiale consistant à prendre les devants face à la persistance et à l'étendue de la malnutrition. Elle offre une excellente occasion d'entreprendre un examen mondial de la situation en matière de nutrition et des grands défis à relever, et d'évaluer les progrès accomplis dans ce domaine aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national depuis la première Conférence internationale sur la nutrition, tenue en 1992. Cette conférence de haut niveau se tiendra au Siège de la FAO, à Rome, du 19 au 21 novembre 2014. Le présent document récapitule les principales informations concernant les préparatifs de la CIN-2 et expose les objectifs ainsi que les résultats attendus de la Conférence.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mj765f

Questions à porter à l'attention de la Conférence régionale

Les contributions de la Conférence régionale seront essentielles au succès de la réunion de haut niveau, qui se tiendra du 19 au 21 novembre 2014. La réussite du processus préparatoire suppose que les gouvernements soient associés à la mise au point définitive des études de cas et des documents nationaux sur la nutrition, de sorte à assurer la participation des pays au processus CIN-2 et l'apport d'une perspective régionale dans le document qui sera issu de la Conférence. La participation des gouvernements aux efforts de mobilisation de ressources est souhaitable.

Deuxième Conférence internationale conjointe FAO/OMS sur la nutrition (CIN-2)

I. Contexte

1. Les participants à la première Conférence internationale sur la nutrition (CIN), tenue en 1992 et parrainée conjointement par la FAO et l'OMS, ont adopté à l'unanimité une Déclaration et un Plan d'action mondiaux pour la nutrition. Les délégués de 159 pays et de la Communauté européenne se sont engagés à éliminer ou à réduire considérablement l'inanition et la famine; la faim chronique généralisée, la dénutrition, notamment chez les enfants, les femmes et les personnes âgées; les carences en micronutriments, en particulier en fer, en iode et en vitamine A; les maladies transmissibles et non transmissibles d'origine alimentaire; les obstacles empêchant un allaitement maternel optimal; et les problèmes d'assainissement, d'hygiène et d'eau non potable. L'un des résultats les plus marquants de la première Conférence internationale sur la nutrition a été l'élaboration de plans nationaux pour la nutrition, qui définissent les priorités et stratégies nationales à l'appui de la réduction de la faim et de la malnutrition.
2. Au cours des vingt années qui ont suivi la première CIN, les progrès accomplis en matière de réduction de la faim et de la malnutrition ont été d'une lenteur inacceptable, malgré d'importantes avancées dans un certain nombre de pays. Les effets conjugués d'une longue période de sous-investissement dans les secteurs de la nutrition et de l'agriculture, de la récente instabilité des prix des denrées alimentaires et de la récession économique, exacerbés par des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et intenses, ont aggravé la faim et la pauvreté dans les pays en développement, compromettant ainsi les progrès accomplis en matière de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.
3. Selon les estimations de la FAO, 842 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2011-2012; on en dénombrait 1,02 milliard en 1990-1992. Les personnes souffrant de la faim sont aujourd'hui plus nombreuses qu'avant les crises alimentaire et économique de 2008-2009 et que lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 au cours duquel les dirigeants du monde se sont engagés à réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées. L'OMS estime que 7 millions d'enfants meurent chaque année avant l'âge de cinq ans, un tiers de ces décès étant liés à la dénutrition. Dans les pays en développement, un enfant sur trois de moins de cinq ans (160 millions d'enfants) présente un retard de croissance en raison d'une dénutrition chronique et 99 millions d'enfants sont en insuffisance pondérale. Les carences en micronutriments – ou «faim cachée» – concernent quelque deux milliards de personnes (soit plus de 30 pour cent de la population mondiale) et ont de graves répercussions en matière de santé publique.
4. Près de 500 millions d'adultes souffrent d'obésité, et le phénomène s'amplifie dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires. Les conséquences de ce phénomène vont d'un risque accru de décès prématuré à de graves pathologies chroniques, notamment une augmentation de la prévalence des maladies non transmissibles, tous ces facteurs entraînant une réduction de la qualité de vie globale. L'évolution des régimes alimentaires observée ces vingt dernières années, qui s'est opérée sous l'effet de la hausse des revenus, de la consommation accrue d'aliments cuisinés à densité énergétique élevée et du recul de l'activité physique, expliquerait cette tendance.
5. La coexistence de la dénutrition, des carences en micronutriments et de la surnutrition, qui est à l'origine de l'obésité ainsi que de pathologies non transmissibles et chroniques, est qualifiée de double fardeau ou fardeau multiple de la malnutrition. La malnutrition sous toutes ses formes est un fardeau intolérable, à la fois pour les systèmes de santé nationaux et pour l'ensemble du tissu culturel, social et économique des pays. Elle constitue l'obstacle le plus important au développement et à l'accomplissement du potentiel humain. La lutte contre les effets de la

malnutrition et leur traitement ont un coût budgétaire, économique et humain important, alors que la prévention est beaucoup moins onéreuse. Investir dans la nutrition est donc non seulement un impératif moral, mais aussi une démarche judicieuse du point de vue économique, en ce qu'elle permet d'améliorer la productivité et la croissance économique, de réduire les coûts liés aux soins de santé, et de favoriser l'instruction, l'optimisation des facultés intellectuelles et le développement social.

6. Un certain nombre de mesures politiques ont été prises pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde. Parmi les initiatives et instruments mis en place à cet effet figurent le Cadre global d'action actualisé (CGA), élaboré par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, et la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), dont relève le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN).
7. L'Initiative Renforcement de la nutrition (SUN), lancée en 2010 avec l'appui de multiples partenaires, dont des gouvernements de pays supportant un lourd fardeau en termes de malnutrition, des organismes des Nations Unies, des donateurs, des organisations non gouvernementales (ONG), des universités et le secteur privé, et d'autres initiatives de mobilisation comme la campagne 1 000 jours d'action appellent l'attention internationale, à un haut niveau, sur la nécessité de renforcer les programmes nutritionnels.
8. Les initiatives de collaboration lancées par les Nations Unies pour améliorer la nutrition, comme REACH (Efforts renouvelés contre la faim chez les enfants) et le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, sont résolues à renforcer la gouvernance en faveur de la nutrition et à redynamiser le rôle de la nutrition au niveau international.

II. Pourquoi la CIN-2

9. Il est nécessaire de renforcer la cohérence sur les plans de la politique et des politiques, l'alignement, la coordination et la coopération, notamment entre les secteurs alimentaire, agricole et sanitaire pour améliorer la nutrition mondiale.
10. À cet effet, la FAO et l'OMS, en collaboration avec plusieurs partenaires appartenant ou non au système des Nations Unies, organisent une deuxième Conférence internationale sur la nutrition. La Conférence permettra d'examiner les progrès accomplis depuis 1992, de réfléchir aux possibilités et aux défis existants ou nouveaux que présentent les évolutions de l'économie mondiale, les changements du système alimentaire, ainsi que les avancées scientifiques et les progrès techniques, et d'analyser les solutions politiques qui permettraient d'améliorer la nutrition. Celle-ci étant le résultat de multiples facteurs, ces solutions doivent être globales et multisectorielles. La CIN-2 traitera de la dénutrition, comme de la surnutrition, et permettra d'étudier la manière dont l'agriculture, la santé, l'éducation, le secteur social et d'autres secteurs peuvent coopérer pour lutter contre ce fardeau multiple de la malnutrition.
11. Certaines politiques intégrées ont été couronnées de succès et pourraient donc inspirer l'action future. Les résultats de la campagne 1 000 jours d'action et de l'Initiative Renforcement de la nutrition seront utiles à cet égard.
12. La volonté politique récemment mobilisée en faveur de la nutrition est un atout pour la CIN-2, qui pourra en tirer parti pour mobiliser les ressources nécessaires à l'appui de la mise en œuvre de mesures efficaces et cohérentes à moyen et long termes.
13. La Conférence abordera les besoins nutritionnels particuliers des femmes, des nourrissons et des enfants pendant les 1 000 premiers jours de la vie, mais aussi ceux de tous – individus, familles, foyers et communautés – car la nutrition est un droit universel.

14. Elle permettra d'intégrer la nutrition dans les travaux des partenaires du développement, en faisant en sorte qu'ils tiennent compte des préoccupations, considérations et objectifs nutritionnels dans leurs politiques et programmes. Elle favorisera l'intégration de la nutrition dans des cadres multisectoriels et encouragera un engagement organisationnel et institutionnel plus ferme de la part des organismes des Nations Unies et d'autres organisations dans un développement qui tienne compte de la nutrition.

III. Objectifs

15. La CIN-2 sera un événement politique de haut niveau et la première conférence intergouvernementale mondiale entièrement consacrée aux problèmes nutritionnels du XXI^e siècle à l'échelle de la planète. Elle réunira les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, de la santé et d'autres secteurs, et visera à mobiliser la volonté politique et les ressources nécessaires à l'amélioration de la nutrition. La Conférence aura plus précisément pour objectifs:
 - i. de passer en revue les progrès réalisés depuis la Conférence de 1992 dans le cadre des efforts collectifs visant à résoudre les problèmes nutritionnels et de recenser les principaux obstacles rencontrés lors de la mise en œuvre des plans d'action nationaux en faveur de la nutrition;
 - ii. de faire le point des résultats obtenus au niveau national en matière de nutrition grâce aux interventions directes axées sur la nutrition et aux politiques et programmes de développement au service de la nutrition;
 - iii. de recenser les mesures à prendre dans divers domaines (santé, agriculture, commerce, protection des consommateurs et aide sociale) pour améliorer la nutrition et parvenir à un consensus sur un cadre multisectoriel de la nutrition à l'échelle mondiale;
 - iv. de renforcer la cohérence et la coordination politiques en vue d'améliorer la nutrition mondiale et de mobiliser les volontés politiques afin de réunir les ressources nécessaires à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement grâce à une approche multisectorielle et équilibrée de la nutrition.

IV. Processus

16. La CIN-2 sera une conférence intergouvernementale de haut niveau et durera trois jours. Elle comportera des séances plénières auxquelles participeront des représentants gouvernementaux de haut niveau, et des tables rondes thématiques. Outre les principaux organisateurs que sont la FAO et l'OMS, les parties prenantes à l'Initiative SUN et au Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies seront associées à la préparation de la Conférence.
17. Une série de réunions et de consultations régionales et d'experts se sont tenues et des études de cas par pays ont été réalisées dans le cadre des préparatifs de la Conférence. Des débats en ligne sur des sujets particuliers ont été organisés sur le Forum FAO-FSN (www.fao.org/fsnforum). Une réunion technique préparatoire s'est tenue du 13 au 15 novembre 2013.
18. Au cours de ces consultations, on s'est attaché à étudier les modalités selon lesquelles chaque secteur et chaque acteur pouvait déterminer la meilleure façon d'aborder les problèmes nutritionnels, compte tenu des besoins et de la situation propres à chaque pays.
19. La première Conférence internationale sur la nutrition avait abordé plusieurs thèmes orientés vers l'action, parmi lesquels l'incorporation des objectifs, considérations et éléments nutritionnels dans les politiques et programmes de développement, l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, la protection des consommateurs grâce à une amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, la prévention et la gestion des maladies infectieuses, la prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socioéconomique et vulnérables du point de vue nutritionnel (en accordant une attention particulière à la promotion de la bonne nutrition maternelle et à l'alimentation d'appoint des nourrissons et des jeunes enfants), les moyens de prévenir et enrayer les carences en micronutriments particuliers, la promotion de régimes alimentaires appropriés et

de modes de vie sains propres à prévenir et éviter toutes les formes de malnutrition, ainsi que l'évaluation, l'analyse et le suivi des situations nutritionnelles.

20. Les thèmes apparus depuis 1992 sont notamment l'instabilité et la flambée des prix des produits alimentaires, ainsi que leur impact sur la consommation alimentaire et la nutrition, les répercussions nutritionnelles des situations d'urgence, les changements climatiques dans le contexte du développement et des situations d'urgence, les évolutions démographiques et l'urbanisation, la mondialisation et les conséquences de la modification des systèmes alimentaires sur l'évolution du régime alimentaire, le rôle des femmes en tant que productrices et gestionnaires des ressources limitées des ménages, le renforcement des capacités à tous les niveaux pour intensifier les mesures visant à renforcer la nutrition, les approches de l'alimentation propres à renforcer la nutrition et visant à améliorer la diversité alimentaire et nutritionnelle, les biocarburants et leur impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les systèmes d'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris les éléments permettant de mesurer l'impact des politiques et interventions fondées sur la santé ou l'alimentation et de contrôler l'exécution des programmes du point de vue nutritionnel.

Réunions régionales

21. La CIN-2 est précédée d'une série de réunions régionales. Des documents stratégiques par pays décrivant en détail la situation de l'alimentation, de l'agriculture, de la santé et de la nutrition, les évolutions alimentaires, l'environnement politique – notamment grâce à une analyse des politiques qui ont permis d'améliorer la nutrition, des enseignements à en tirer et des initiatives qui ont fonctionné et des raisons de leur réussite – et d'autres questions pertinentes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle fourniront une base de discussion.

Thèmes abordés dans le cadre des débats en ligne menés sur le Forum de la FAO sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSN)

22. Trois débats en ligne (www.fao.org/fnsforum) ont été organisés sur les thèmes ci-après: 1) la protection sociale pour préserver et promouvoir la nutrition, 2) les systèmes alimentaires et agricoles propres à renforcer la nutrition et 3) la contribution du secteur privé et de la société civile à l'amélioration de la nutrition. D'autres consultations en ligne sont prévues à l'approche de la Conférence. Le rapport des consultations contribuera à informer le débat lors de la CIN-2.

Documents et études de cas par pays sur la nutrition

23. Des documents et études de cas sur la nutrition, réalisés par un certain nombre de pays contiennent un examen critique des pratiques et enseignements optimaux tirés de l'expérience en vue d'améliorer la nutrition, en vue de leur éventuelle application dans d'autres pays.

Réunion technique préparatoire

24. Une réunion technique préparatoire s'est tenue du 13 au 15 novembre 2013 au Siège de la FAO, à Rome, pour permettre un échange de connaissances, d'informations et d'idées sur la meilleure façon d'aborder les problèmes nutritionnels à l'échelle mondiale. Elle a fourni une base éclairée permettant de dégager un large consensus sur les politiques et les moyens d'action requis en vue de l'événement de 2014. Il sera tenu compte des conclusions de cette réunion pour préparer la CIN-2 et déterminer la voie à suivre.

Conférence de trois jours

25. Sur la base des rapports des conférences régionales, des réunions d'experts, des débats en ligne et des études de cas par pays élaborés pour la CIN-2, on recensera les actions qui devront être envisagées par les gouvernements dans le cadre des efforts déployés pour améliorer la nutrition.

V. Préparation de la Conférence

26. Le Comité directeur de la CIN-2 donne des orientations concernant les préparatifs de la Conférence et la tenue de la Conférence elle-même. Il est composé de représentants de la FAO et de l’OMS ainsi que de nos partenaires de l’Initiative SUN, notamment des principaux représentants de l’Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF), du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l’Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), de l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO), du Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF), de la Banque mondiale, du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l’Organisation mondiale du commerce (OMC).
27. Un groupe de travail conjoint, composé de membres de la FAO et de l’OMS, sera créé pour préparer le document final qui sera issu de la Conférence et le cadre d’action.
28. Le Secrétariat de la CIN-2 fournit des orientations et des avis techniques sur les activités quotidiennes liées à la préparation et à la tenue de la Conférence. Il a été chargé d’établir un avant-projet de document de document final.

VI. Participants

29. Les participants pourront être des chefs d’État et de gouvernement et des représentants de haut niveau des secteurs de l’agriculture et de la santé, et d’autres ministères concernés. Des représentants de haut niveau d’organismes des Nations Unies et d’organisations intergouvernementales régionales, ainsi que des experts, des planificateurs de programme, des décideurs et des chercheurs issus d’organisations non gouvernementales, d’organisations de la société civile, d’établissements universitaires et du secteur privé travaillant dans le domaine de la nutrition, devraient également assister à la Conférence.

VII. Calendrier

30. La CIN-2 se tiendra du 19 au 21 novembre 2014 au Siège de la FAO, à Rome (Italie).

VIII. Budget

31. Une bonne partie des activités de préparation de la Conférence relèvent des programmes de travail ordinaires de la FAO et de l’OMS, du fait de l’attention croissante portée à la nutrition en tant que domaine prioritaire. Des fonds sont disponibles pour financer la Conférence, mais le budget ordinaire dont disposent les deux organisations pour la Conférence est limité et une aide extrabudgétaire sera nécessaire. Il faudra recueillir des fonds extrabudgétaires pour mener à bien les travaux. Le versement de fonds extrabudgétaires complémentaires sera également encouragé pour aider à financer la participation des délégués des pays en développement. Un projet de budget présentant le coût des activités préparatoires et des trois jours de la Conférence est disponible.